OQTF : Alger suspend la délivrance des laissez-passer consulaires en France ; plus aucun Algérien ne pourra être expulsé depuis la France (MàJ : “Aucun commentaire”, réagit le ministère de l’Intérieur)

06/03/2023 à 21h45



06/03/23

«*Aucun commentaire.*» C’était la ligne du ministère de l’Intérieur, ce week-end encore, s’agissant de la crise des laissez-passer consulaires avec Alger. Les laissez-passer consulaires? Ce sont ces documents indispensables à l’expulsion des clandestins indésirables. Émis par les consulats des pays d’origine des illégaux, ils conditionnent le retour effectif des personnes faisant notamment l’objet d’une obligation de quitter le territoire français – les fameuses OQTF, émises par la Place Beauvau.

L’Algérie ne délivre donc plus aucun laissez-passer à la France depuis près d’un mois. Tout comme elle rechigne à octroyer des visas aux Français qui veulent se rendre en territoire algérien. Alger agit en rétorsion à l’affaire Amira Bouraoui, du nom de cette gynécologue militante du mouvement du Hirak qui avait manifesté son opposition à l’ex-président algérien Bouteflika.

(…) Depuis, Alger fulmine. Son gouvernement a rappelé son ambassadeur à Paris il y a trois semaines. La presse algérienne se déchaîne, dénonçant une opération *«barbouzarde»*, certains assurant même qu’un colonel de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) aurait pu jouer un rôle dans cette *«exfiltration»*.

«C’est ridicule, nous confie un ancien ambassadeur de France, fin connaisseur de la région*. L’espionnage français ne s’intéresse pas à M^me^ Bouraoui, qui n’est qu’une opposante parmi d’autres. Notre consulat à Tunis a fait jouer la protection consulaire, et c’est tout.»* À l’entendre, cette affaire est montée en épingle pour de sombres calculs politiques.

[(…) Le Figaro]

28/02/23

Dans la foulée du transfert d’Amira Bouraoui en France, Alger a décidé de stopper la coopération consulaire entre les deux pays. Un blocage qui pèse directement sur un sujet sensible, celui des reconduites à la frontière.

[www.africaintelligence.fr]

Il y a de l’eau dans le gaz entre l’Algérie et la France, l’exfiltration rocambolesque de la militante Amira Bouraoui ne passe toujours pas à Alger. Le voyage du président Abdelmajid Tebboune à Paris, programmé en mai prochain, a été renvoyé aux calendes grecques, sans parler des autres préjudices subis par l’alliance algéro-française. Mais cette agitation politico-diplomatique n’impacte en rien la dynamique économique entre les deux pays, à en croire Romain Keraval, directeur en Algérie de Business France, l’agence chargée de dynamiser les entreprises françaises à l’international.

(…) Tunisie Numérique